CABALE
DES MINISTRES,

POUR opérer une contre-révolution, & pour allumer la guerre civile dans toute l'étendue du royaume,

Avec leur renvoi demandé par le peuple à l'Aſſemblée nationale.

LA fermentation qui agite ſi juſtement tous les eſprits, eſt à ſon comble. Le peuple s'aſſemble en foule dans tous les endroits publics, & y fait les motions les plus fortes ; il ne parle que de *guerre*, *de contre-révolution* ; il combat déja en projets le ci-devant prince de Condé, Lambeſc, Broglie, à la tête des armées Autrichiennes, Piémontoiſes, Eſpagnoles. Cette conſpiration *Maillebois* qu'on s'eſt efforcé de faire regarder au peuple comme un ſonge, commence à ſe réaliſer. L'ennemi eſt réellement à nos portes ; l'Aſſemblée nationale, quoique miniſtérielle, en eſt effrayée elle-même ; elle paroît diſpoſée à prendre un parti violent à cet égard ; elle ne peut réſiſter à l'impulſion de tout le peuple qui la preſſe, qui l'entoure & qui demande à grands cris le renvoi des miniſtres, comme étant les auteurs des invaſions que nos voiſins font ſur nos frontieres. On dit que le ſieur *Farcy-Guignard* a déja pris les devants : il faut eſpérer que ſes dignes collegues le ſuivront ; ſans cela, le peuple trompé pourroit bien encore implorer les fonctions redoutables de la lanterne contre ſes ennemis les plus acharnés.

FRC 1539
MLW 2898

En effet, il n'eſt pas un ſeul individu en France, bon citoyen, un peu au fait de la révolution, qui ne ſoit intimement perſuadé que tous les maux que nous avons ſoufferts depuis un an, ne nous viennent que de la part des miniſtres; il n'en eſt pas un, dis-je, qui ne convienne que ce ſont eux qui ont excité tous les troubles qui ont eu lieu dans les provinces, dans l'eſpérance odieuſe d'opérer une guerre civile qu'ils regardoient comme le dernier moyen de renverſer l'Aſſemblée nationale. Ce ſont eux qui ont ſoufflé la diſcorde aux quatre coins de la France, en faiſant naître des craintes, des défiances, des haines, des jalouſies, des vengeances.

Qu'on ſe rappelle ce qui s'eſt paſſé à Straſbourg, à Metz, à Lille, on verra que les commandans ont toujours cherché à diviſer entre eux les régimens qui y étoient en garniſon: qu'on examine les troubles du Berry, du Bourbonnois, du Condomois, du Bordelois; ceux de Niſmes & de Montauban, & l'on verra qu'ils n'avoient pas d'autres ſources que les miniſtres, qui faiſoient ſoudoyer par leurs agens dans les provinces, des malheureux qui n'avoient pas d'autres reſſources que le crime; & quand les malheurs étoient arrivés, ils avoient grand ſoin d'en informer ſur-le-champ l'Aſſemblée nationale, en ayant l'air d'y prendre le plus grand intérêt; & puis ils faiſoient répandre dans toute la France, que c'étoit à l'Aſſemblée nationale ſeule qu'il falloit s'en prendre, que c'étoit elle qui occaſionnoit tous ces troubles. L'Aſſemblée nationale, vraiment pénétrée de ces malheurs, rendoit des décrets pour le rétabliſſement du bon

ordre, & les méchans ne les envoyoient pas ; ils aimoient mieux laiſſer les Français s'entre-égorger ; au contraire ils inondoient la France d'écrits abominables contre l'Aſſemblée, & même de faux décrets. Ils ont ſoulevé nos colonies contre l'Aſſemblée, & principalement les iſles de Corſe & de la Martinique. Récemment encore, l'isle de Tabago a été réduite en cendres ſans doute par leurs manœuvres : ils ont machiné, n'en doutons pas, la guerre d'Eſpagne avec l'Angleterre, afin de nous en entraîner dans une guerre malheureuſe, qui acheveroit d'épuiſer le corps politique & de l'anéantir tout-à-fait. Ils ſont parvenus, les perfides, le dirai-je ? dans des jours de fête, conſacrés à l'alégreſſe ; il ſont parvenus à diviviſer les patriotes de l'Aſſemblée nationale, à les corrompre par l'appât des honneurs & des richeſſes, par des promeſſes exagérées ; ils ont marchandé & ils marchandent encore journellement des décrets deſtructeurs de la liberté, parce qu'ils ſont dérogatoires aux principes déja poſés.

Enfin ils ſemblent s'être diſtribué chacun leur rôle, ſelon leur département.

Na-t-on pas vu un *Latour-du-Pin*, miniſtre de la guerre, pouſſer l'audace juſqu'à employer une lettre-de-cachet pour faire enfermer dans la citadelle de Verdun le brave *Muſcar*, fourrier du régiment de Champagne, dont le ſeul crime étoit d'être patriote, & cela dans le moment le plus ſacré de la liberté, celui où un peuple ſe régénere ? N'eſt-ce pas lui auſſi qui a écarté, de ſon autorité privée, le glaive de la loi ſuſpendu ſur la tête coupable du ſieur *Livarot*,

détenu dans la citadelle de Lille par les régimens de Colonel-général & des chaſſeurs de Normandie, & traduit par un citoyen devant les tribunaux ? N'eſt-ce pas lui, en un mot, que toute la France accuſe d'avoir porté le trouble dans tous les régimens, en licentiant les meilleurs patriotes avec des cartouches jaune ? Je demande ſi, après des faits auſſi poſitifs, la nation peut ſouffrir qu'il abuſe plus long-temps de la confiance du roi ?

Un *la Luzerne*, miniſtre de la marine, connu, comme ſon frere l'évêque de Langres, par ſes principes anti-nationaux ; dénoncé par toute la France comme un ennemi public, & principalement par l'iſle de St. Domingue, ſur plus de douze chefs d'accuſation, accuſé tout récemment encore dans tous les papiers publics d'être l'auteur de l'incendie qui a réduit en cendres l'Iſle de Tabago. On l'accuſe de n'avoir envoyé aucun décret de l'Aſſemblée nationale dans cette isle, d'avoir par-là occaſionné un ſoulevement des habitans, qui, inſtruits par les papiers publics de ce qui ſe paſſoit en France, ont voulu ſe conformer aux décrets de l'Aſſemblée ; ce qui n'a pas plu aux officiers, & ils ont fait mettre le feu dans l'isle, dans laquelle il a péri beaucoup de citoyens. Un miniſtre ſemblable peut-il reſter en place ?

Un *Montmorin*, miniſtre des affaires étrangeres, qui entretient la correſpondance la plus perfide avec nos ambaſſadeurs dans les cours de l'Europe, & ſur-tout avec un la Vauguion ; qui étoit de la conſpiration du mois de juillet 1789, pour engager le roi d'Eſpagne à déclarer la guerre à l'Angleterre ; qui entretient peut-être les eſpé-

rances de Léopold de reconquérir le Brabant, & de tomber enſuite ſur nous avec la Pruſſe ; qui a eu la lâcheté & l'impolitique de ſe réconcilier avec la maiſon d'Autriche. Un miniſtre ſemblable peut-il gérer au nom du roi les intérêts d'un peuple régénéré ?

Un *Saint-Prieſt*, qui ne doit ſon élévation qu'à la ſoupleſſe, qu'à ſa complaiſance ſervile pour la cour, qui a commencé ſon exiſtence politique en acceptant une place *d'intendant* ; qui a ſi bien ſervi la cour dans ce poſte, qu'il a été honoré de la dignité d'ambaſſadeur en Hollande ; qui, de concert avec le feu deſpote *Vergennes*, a trahi les intérêts de cette république en feignant de la ſecourir ; un homme enfin dont la trahiſon reconnue a été punie par des inſultes publiques en Hollande, & récompenſée en France par une place de miniſtre ; un homme accuſé par tous les bons citoyens, dénoncé pluſieurs fois légalement à l'Aſſemblée nationale, convaincu dégarer le roi ſur ſes vrais intérêts, de lui inſpirer des doutes, des craintes ſur la révolution, de ſoudoyer les ennemis du bien public, pour mettre le trouble par-tout, en feignant de le prévenir ou de le réparer : un miniſtre auſſi dangereux peut-il jouir de la confiance du roi, ſans exciter les craintes les plus fondées ?

Un ſieur Champion de Cicé, connu par ſon hypocriſie, qui a joué le patriote pendant qu'il n'étoit que député, pour capter la bienveillance du peuple, pour mieux ſervir ſon ambition & celle de ſes collegues ; qui eſt violemment ſoupçonné d'être un des coopérateurs des actes des

apôtres, cette œuvre de ténebres qui tend néanmoins à ôter au peuple le reſpect qu'il doit à l'autorité légitime de l'Aſſemblée nationale, à nourrir les eſpérances des mécontens, enfin à exciter du trouble; d'être l'agent ſecret du club de 1789, où l'on ſait qu'on ne profeſſe pas des principes tout-à-fait conformes à la liberté & à la conſtitution : je ne veux pas nommer les membres qui compoſent ce club; j'obſerverai ſeulement qu'on y mange à un louis par tête, que la ſalle en coûte mille de loyer; & je demande quand on fait de paleille dépenſes, ſi on aime la patrie, ſi les citoyens ne ſont pas fondés à avoir des inquiétudes ſur un club compoſé de prétendus impartiaux ſoudoyés & encouragés par le chef de la magiſtrature, qui ne veut pas dégénérer de ſes ſuceſſeurs qui ont fait le plus de mal à la France. Oui, reſſouvenez-vous que ce ſont les prêtres-miniſtres qui ont le plus égaré les rois, opprimé les peuples. Je ne citerai pas, pour appuyer ces faits, la vie politique des Richelieu, des Mazarin, des Dubois, des Terray, des Brienne : tout le monde ſent aſſez la juſteſſe de l'application. Je demande ſi ces exemples-là ſeuls ne doivent pas ſuffire pour faire renvoyer cet ambitieux miniſtre. Je ne puis mieux finir cette triſte galerie, que par le portrait du ſieur Necker, qui a commencé en apparence la révolution, & qui depuis s'en eſt montré l'ennemi le plus acharné, en oppoſant la réſiſtance la plus coupable aux ordres de l'Aſſemblée, en demandant ſans ceſſe de l'argent dont il perſiſte à ne pas vouloir rendre compte. Les financiers eux-mêmes, & les créanciers de l'état, ſes ſeuls ſoutiens, ne pourront pas s'op-

poſer à ſon renvoi; ils ſont, j'oſe l'eſpérer, plus que perſuadés de ſa nullité en finance, & même en littérature : ils ſont convaincus qu'il n'a jamais ſu qu'emprunter, anticiper, ſupputer, & jamais compter; qu'il n'eſt pas ſuſceptible de concevoir un ſeul plan de finance vaſte, qui embraſſé toute l'étendue du royaume, qui ſoulage la claſſe indigeante du peuple, qui puiſſe rendre le royaume heureux; pas même un ſeul mode d'impôt dont la perception facille & sûre puiſſe rétablir le déſordre des finances & faire proſpérer l'agriculture, le commerce & les arts. Plus on examine ſa conduite paſſée & ſa conduite préſente, plus il eſt poſſible de croire qu'il n'eſt pas l'auteur du compte-rendu tant vanté ni des opinions religieuſes, qui ont obtenu le prix de l'académie. On peut croire tout au plus qu'il a pu entrer dans ſa tête d'acheter un ſac de farine 40 liv. dans des temps d'abondance, pour le vendre 80 liv. dans des temps de diſette; on peut encore croire que l'abbé Maury a peut-être dit vrai, pour la premiere fois, quand il a accuſé ce miniſtre d'une *petite* réticence de 600 millions dans ſes comptes. Il me ſemble qu'il eſt inſtant de renvoyer ce financier *noble*, & de lui faire rendre préalablement ſes comptes dans toutes les formes.

Le peuple ſeul eſt ſouverain ſa volonté ſeule fait la loi, c'eſt inconteſtablement aux adminiſtrés à nommer leurs adminiſtrateurs, il n'a qu'a manifeſter que les miniſtres actuels ne jouiſſent plus de ſa confiance, alors ils ne pourront pas réſiſter au torrent de l'opinion publique, alors

F. 615 [2]

les premiers anneaux de la chaîne ariſtocratique rompus tous les autres, ſe détacheront, nous verrons les miniſtériels reprendre la cauſe du peuple, le club de 1789 ſe diſſoudre, les repas royaliſtes ſoudoyés par eux ceſſer, les modérés, les impartiaux & les douteux, redevenir bons citoyens, le peuple déſabuſé ſur ceux qu'il a cru ſes bienfaiteurs reprendre ſon énergie, pour combattre ſes ennemis du hors, & ceux encore plus dangereux du dedans.

Chez GARNERY, Libraire, rue Serpente, n°. 17.